



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Croissance et disparités du monde rural chinois

Alain Lefebvre

Citer ce document / Cite this document :

Lefebvre Alain. Croissance et disparités du monde rural chinois. In: Économie rurale. N°145, 1981. pp. 55-63;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.2805>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_145_1_2805

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

The Mao Zedong policy was intended to reduce traditional geographical, technical, economic or socio-cultural inequalities in rural China. In spite of a certain improvement of the economic situation of agriculture (the reduction of the gap between farm prices and industrial prices) this goal-oriented policy has been a failure. The excessive favouring of cereal production has slowed down the overall growth of agriculture and restrained the dynamism of advanced rural branches without really helping the poor units out of their underdevelopment.

Mao's successors openly favour the development of these advanced branches. The result should be of overall benefit for Chinese agriculture which should continue to reduce its handicap towards industry. This improvement however, will have to pass through increasing inequalities and distortions within the rural society.

Résumé

La politique suivie sous la direction de Mao Zedong a cherché à réduire les inégalités traditionnelles d'ordre géographique, technico-économique ou socio-culturel du monde rural chinois. Malgré une certaine amélioration de la situation économique de l'agriculture (par la réduction des «ciseaux» entre prix agricoles et prix industriels) cette politique volontariste a échoué : en privilégiant trop exclusivement la production céréalière on a ralenti la croissance globale de l'agriculture et freiné le dynamisme des secteurs avancés du monde rural sans aider réellement les unités pauvres à sortir du sous-développement.

La politique des successeurs de Mao privilégie ouvertement le développement de ces secteurs avancés. L'agriculture chinoise devrait globalement en bénéficier et continuer à remonter son handicap vis à vis de l'industrie mais cette amélioration se fera à travers des inégalités et des distorsions croissantes à l'intérieur du monde rural.

CROISSANCE ET DISPARITES DU MONDE RURAL CHINOIS *

Alain LEFEBVRE

Université de Toulouse le Mirail

Résumé :

La politique suivie sous la direction de Mao Zedong a cherché à réduire les inégalités traditionnelles d'ordre géographique, technico-économique ou socio-culturel du monde rural chinois. Malgré une certaine amélioration de la situation économique de l'agriculture (par la réduction des «ciseaux» entre prix agricoles et prix industriels) cette politique volontariste a échoué : en privilégiant trop exclusivement la production céréalière on a ralenti la croissance globale de l'agriculture et freiné le dynamisme des secteurs avancés du monde rural sans aider réellement les unités pauvres à sortir du sous-développement.

La politique des successeurs de Mao privilégie ouvertement le développement de ces secteurs avancés. L'agriculture chinoise devrait globalement en bénéficier et continuer à remonter son handicap vis à vis de l'industrie mais cette amélioration se fera à travers des inégalités et des distorsions croissantes à l'intérieur du monde rural.

Summary :

GROWTH AND DISPARITIES IN RURAL CHINA

The Mao Zedong policy was intended to reduce traditional geographical, technical, economic or socio-cultural inequalities in rural China. In spite of a certain improvement of the economic situation of agriculture (the reduction of the gap between farm prices and industrial prices) this goal-oriented policy has been a failure. The excessive favouring of cereal production has slowed down the overall growth of agriculture and restrained the dynamism of advanced rural branches without really helping the poor units out of their underdevelopment.

Mao's successors openly favour the development of these advanced branches. The result should be of overall benefit for Chinese agriculture which should continue to reduce its handicap towards industry. This improvement however, will have to pass through increasing inequalities and distorsions within the rural society.

Dans la plupart des études socio-économiques sur la Chine, le monde rural est trop souvent considéré comme une entité homogène. Cette simplification résulte pour une part d'un manque de données concrètes pour une approche spatiale de l'agriculture chinoise. Mais elle procède peut-être également d'une vision tronquée et déformée héritée en partie de la révolution culturelle : pour les admirateurs du «modèle chinois» la distinction entre monde urbain et monde rural, ville et campagne, n'était souvent introduite que pour conclure bien hâtivement à sa prochaine abolition, par la réduction des «trois grandes différences».

Le temps des illusions est passé. Nul ne s'aventure aujourd'hui à prophétiser la date d'une éventuelle «réconciliation» entre la ville et la campagne. Comme pour mieux justifier les orientations pragmatiques prises après 1978, les dirigeants chinois multiplient les révélations sur les retards accumulés par l'agriculture après 1949 et surtout après 1957. Mieux encore les inégalités traversant le monde rural commencent à être reconnues officiellement, sinon analysées.

Examinant d'abord les relations entre la croissance globale de l'agriculture et celle des autres secteurs de l'écono-

mie chinoise, nous étudierons ensuite les fondements des disparités internes du monde rural et leur évolution depuis 30 ans.

Il faut cependant marquer dès le départ les limites d'une investigation spatiale dans l'étude de l'économie rurale chinoise. Le manque de données et leur fiabilité relative sont encore plus manifestes dans le cas des indicateurs régionaux que pour les statistiques d'ensemble. Cela est dû tout autant à des difficultés d'ordre technique dans la collecte et le traitement des données qu'au tri politique délibéré effectué dans la présentation des résultats (1). Ce tri est d'ailleurs effectué en plusieurs temps : au niveau local et régional d'abord, les responsables locaux étant généralement soucieux de publier des résultats qui ne soient pas trop éloignés de la «norme» ou de ce qu'ils croient être la norme ; au niveau national ensuite où sauf exception on répugne à diffuser des résultats peu flatteurs (c'est-à-dire généralement des résultats inférieurs à la moyenne nationale) (2). C'est à dire combien les données chiffrées indiquées ci-après sont à interpréter avec précaution et que le présent article n'a d'autre but que d'indiquer les grandes lignes d'une étude qui ne peut être, dans l'état actuel de nos connaissances, systématique (3).

* Article rédigé en juin 1981.

1. L'existence en Chine d'une forte centralisation politique et administrative incarnée dans le Parti ne constitue pas un obstacle à cette pratique. Au contraire elle aurait tendance à la conforter, étant donné que le zèle et l'efficacité des responsables se mesurent beaucoup plus à l'aune des résultats annoncés par la voie hiérarchique administrative qu'à celle des résultats économiques réels. Cet état de fait semble évoluer cependant avec le développement progressif d'une gestion plus économique qu'administrative qui entraînera nécessairement l'utilisation et sans doute la diffusion de statistiques plus objectives.

2. Un exemple caractéristique sera donné plus loin avec la publication des données provinciales sur le revenu agricole distribué par tête.

3. **Schéma simplifié de l'organisation d'une commune populaire :**

A la base il y a chaque famille paysanne qui a généralement la propriété de son logement et d'un petit jardin attenant. Un ensemble de familles constitue un **équipe de production**. L'équipe est collectivement propriétaire de la terre et des moyens de culture les plus simples (outils aratoires, bêtes de labour...). Les revenus obtenus sur cette terre sont répartis -après avoir retiré la part qui revient à l'Etat (impôt agricole) et celle qui reste à la collectivité (frais de production, fonds sociaux, accumulation)- entre les membres de l'équipe en fonction du travail effectué par chacun.

La réunion de 5 à 10 équipes forme une **brigade de production**. La brigade est à la fois la réunion de plusieurs équipes et un échelon autonome de propriété collective : elle possède en effet différentes installations et moyens de production (tracteurs et motoculteurs, moulins, ateliers, écoles primaires, stations sanitaires...)

I. CROISSANCE AGRICOLE ET INDUSTRIALISATION

La paysannerie chinoise a constitué, aux dires de tous les dirigeants du pays, la force principale de la révolution. En a-t-elle été la principale bénéficiaire ? Sur cette question les interprétations les plus contradictoires ont été données. Après une présentation quelque peu idyllique des relations économiques entre la ville et la campagne où la paysannerie a été présentée, à tort, comme ayant bénéficié de toute la sollicitude de l'Etat, parfois au détriment de l'industrie et des villes, une interprétation entièrement pessimiste semble actuellement de mode : les centaines de millions de paysans chinois auraient été littéralement exploités par un prolétariat urbain jouissant de privilèges considérables.

La réalité cadre mal avec des présentations aussi excessives : il est certain que la paysannerie a participé au financement de l'industrialisation ; il est non moins certain que le lourd fardeau imposé à cette paysannerie que le nouveau régime était incapable de sortir de la misère en quelques années a partiellement diminué dès le milieu des années 50. Au total le développement industriel a été financé dans une large mesure par les surplus dégagés par l'industrie elle-même :

- le monde rural a participé au financement de l'industrialisation. Le développement industriel rapide de la Chine dès 1950 ne tient pas du miracle : son financement a été

assuré pour partie par le secteur rural. C'est particulièrement vrai pour l'industrie lourde naissante incapable de financer son propre développement et qui - outre une aide étrangère assez considérable, d'origine essentiellement soviétique - a dû se tourner vers les paysans. La contribution du secteur rural a été fournie de deux manières : par l'impôt agricole (impôt sur les céréales essentiellement) représentant selon les provinces de 10 à 19 % du revenu escompté vers 1955, (4) mais aussi par un système de prix désavantageux pour les paysans non parce que l'Etat prélevait un bénéfice à la revente des céréales achetées aux unités rurales (les céréales revendues par l'Etat sans bénéfice permettaient au contraire de placer à un niveau très bas le coût d'entretien de la main-d'œuvre industrielle), mais à cause de l'échange inégal subi par les paysans dans leurs relations avec le marché des produits industriels.

- Si la ponction ainsi exercée sur les paysans est indéniable et d'autant plus pesante que la situation économique des campagnes reste précaire, cependant la tendance va peu à peu s'inverser. Dès l'époque de la création des premières coopératives les ciseaux se referment quelque peu. Dans une étude de 1976 Nicholas R. LARDY montre que le handicap du secteur rural sur ce plan, qui s'était aggravé dans les années 1940 et juste après la libération en 1949, avait commencé à être comblé dès 1953.

Tableau 1. - Taux d'échange des produits agricoles

(prix d'achat par l'Etat des produits agricoles / prix des produits industriels vendus à l'agriculture - 1952 = 100) (5).

1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1963	1971	1974
90.1	97.8	100	111.8	113.6	111.6	116.1	120.5	123.9	135.3	150.2	163.9

Dans une étude récente, un économiste chinois donne des chiffres un peu moins optimistes mais qui vont dans le même sens : il affirme que le prix d'achat par l'Etat des produits agricoles a un peu plus que doublé. (plus 107,3 %) alors que le prix des produits industriels vendus à l'agriculture n'aurait augmenté que de 9,8 %, soit une réduction de 47 % de l'écart entre les deux secteurs.

Dans le même temps l'impôt agricole a diminué régulièrement. De 13,2 % du revenu en moyenne en 1952, le pourcentage tombait à 11,5 % en 1955, 6 % en 1970 et 5 % en 1974 (6). Il ne dépasserait guère 3 % aujourd'hui (7).

Avec l'amélioration des rapports de prix en faveur de l'agriculture et un quasi blocage des revenus urbains depuis 1956 (avec seulement un faible augmentation en 1971, avant celles plus importantes de 1977 et 1978), on pourrait s'attendre à une réelle amélioration de la situation économique relative des paysans par rapport aux citadins. Une telle conclusion serait cependant hâtive car d'autres facteurs doivent être pris en considération.

- Les chiffres indiqués par N.R. LARDY ne doivent pas faire illusion : d'abord il n'est pas certain que l'ensemble des produits agricoles et industriels soit pris en compte dans ces indices. Dans un récent article sur les relations entre l'agriculture, l'industrie légère et l'industrie lourde, deux économistes chinois font état d'une diminution de

47 % de l'écart de prix entre 1950 et 1978. Mais cette diminution ne porte que sur certains produits : pour l'agriculture il s'agit du riz, du blé, du coton et des œufs. Les produits industriels concernés sont : le carburant, le sel, les vêtements en coton, et les allumettes. Dans cette liste, deux grands absents : les machines agricoles et surtout les engrais, c'est-à-dire les principaux produits industriels nécessaires au développement de l'agriculture. Les auteurs font allusion au prix excessif des engrais vendus par une entreprise de Daqing : avec un coût de production de 150 yuans, la tonne d'urée est vendue aux communes populaires 450 yuans (profit industriel de 200 yuans plus marge de commercialisation de 100 yuans) : «Les paysans cèdent la valeur de 1 750 kg de blé contre 1 livre d'engrais chimique. Si une livre d'engrais chimique permet une augmentation de 2 kg de la production de blé, alors 5 kg d'engrais appliqués à chaque mu de terre donnent une augmentation de production de 20 kg. En retranchant le coût de l'engrais (l'équivalent de 17,5 kg de blé), le gain réel n'est plus que de 2,5 kg» (8)

D'une manière générale les comparaisons dans le temps des deux catégories de prix n'ont qu'une signification limitée : à l'époque où les engrais chimiques et les tracteurs n'étaient pratiquement pas utilisés dans les campagnes chinoises, leur prix de vente n'avait guère d'importance. Lorsque l'usage s'en répand, le problème se pose en

L'ensemble des brigades forme la **commune populaire**. La commune est à la fois la réunion de plusieurs brigades et un échelon de propriété collective (petites usines, fermes collectives, hôpital, école secondaire...)

En 1978 il existait environ 50 000 communes populaires, 680 000 brigades et 4 800 000 équipes de production pour une population rurale totale de plus de 800 millions de personnes

Depuis 1979 le système s'est compliqué avec l'introduction de différents systèmes de responsabilité : parfois l'unité de compte n'est plus l'équipe mais la famille qui perçoit directement le revenu de sa production après déduction de l'impôt agricole et d'un montant obligatoire livré à l'équipe. Dans d'autres cas le **groupe de travail** qui est une subdivision de l'équipe, reçoit d'importantes attributions dans l'organisation du travail et la répartition du revenu. Le groupe de travail recouvre fréquemment l'ancien **clan** de la société chinoise traditionnelle. Le clan est un groupe de familles unies par un ancêtre commun

4 Cf. N.R. LARDY -Economic growth and distribution in China- Cambridge University Press.

5 Cf. N.R. LARDY Planning économique et répartition du revenu national en R.P.C. L'actualité en Chine populaire, nov. 1976 Série XII, n° 11.

6 D.H. PERKINS, Constraints influencing China's agricultural performance, Joint Economic Committee, Washington, 1975

7 D'après les chiffres officiels le montant total des 3 taxes rurales (sur les activités agricoles, industrielles et commerciales), représentait en 1977 3.35 % de la valeur globale de la production agricole et industrielle du secteur rural

8 Yang JIANBAI et LI XUEZENG, The relations between Agriculture, Light industry and Heavy industry in China, **Social Sciences in China**, n° 2, 1980 p. 20.

termes de coût marginal et de recette marginale sur la base des prix actuels et non de ceux d'hier ou d'il y a 20 ans.

- Il faut également tenir compte de l'évolution différente de la productivité dans l'agriculture et dans l'industrie : la première n'aurait augmenté que de 15 % de 1957 à 1978, alors que la seconde se serait accrue de 75 % dans la même période. Ainsi l'amélioration du système de prix au bénéfice de l'agriculture n'a pas empêché un important transfert de valeur (sous forme de travail cristallisé dans les produits) de ce secteur vers le secteur industriel (9). On aurait pu espérer que la fermeture des ciseaux incite les paysans à se procurer les inputs nécessaires à la modernisation de l'agriculture, mais il est vrai que l'obstacle principal à une amélioration réelle de la productivité agricole ne réside pas tant dans le système des prix que dans l'existence d'une énorme main-d'œuvre toujours plus nombreuse sur un espace limité.

- Enfin le niveau de vie des citadins a augmenté de façon indirecte par le développement des taux d'activité féminins dans les villes, par l'accroissement des salaires indirects versés aux citadins (soins médicaux, retraites, services sociaux divers).

Au total les conditions d'existence entre les villes et les campagnes loin de se rapprocher, ont divergé. On sait d'ailleurs que la politique de migration, relativement libé-

rale, des 10 premières années du nouveau régime s'est traduite très souvent par un exode rural très important à partir de 1956, exode qu'il a fallu freiner par un contrôle administratif mis en place à partir de 1958 (obligation d'avoir un certificat de travail, d'études ou de résidence situés en milieu urbain) et encore en vigueur aujourd'hui.

La politique de fermeture des ciseaux n'a donc pas donné tous les résultats qu'on pouvait espérer. On a déjà noté qu'elle ne constitue pas le seul élément susceptible d'assurer un véritable décollage de l'agriculture chinoise. Cette politique est néanmoins poursuivie actuellement et même renforcée à travers une série de mesures annoncées en décembre 1978 en faveur du monde rural ; augmentation de 20 % du prix d'achat aux équipes de production (plus de 50 % pour les achats hors quota) ; diminution du prix de vente des produits industriels utilisés par l'agriculture ; développement des investissements de l'Etat en milieu rural. Ces différentes mesures économiques s'accompagnent de mesures politiques dont l'impact sera peut-être supérieur : «responsabilisation des unités de base» avec allègement du contrôle étatique, diversification des productions agricoles... Il reste à se demander quel peut être l'effet de cette politique sur le développement interne du secteur rural : croissance homogène ou disparités croissantes entre unités collectives ? Nous examinerons ce problème après avoir mis en évidence l'origine et le contenu de ces disparités.

II. UNITE ET DIVERSITE DU MONDE RURAL CHINOIS

La Chine rurale : 820 millions de personnes environ en 1978 dont 294 260 000 actifs d'après les statistiques officielles (10). S'agit-il d'une entité opposable au monde urbain ? Oui certainement si l'on considère les données globales : en 1979 le revenu provenant de l'économie collective s'est élevé en moyenne à 83.4 yuans par tête pour l'ensemble des communes populaires. Le revenu moyen des actifs citadins était la même année de 700 yuans. On peut calculer le revenu par actif rural : il s'établit à 232 yuans pour l'année 1979. En ajoutant au revenu de l'activité collective le produit des activités «secondaires» familiales (évalué officiellement à 40 yuans par tête pour l'ensemble de la Chine) on obtient le chiffre moyen de 343 yuans pour le revenu total par tête des travailleurs de la campagne. L'écart avec les citadins est d'après ces données de 1 à 2.

Le handicap économique des ruraux est donc considérable même si les comparaisons en termes de revenu monétaire sont quelque peu artificielles, étant données les différences des modes de vie, et en particulier des structures de consommation, entre les campagnes et les villes. D'ailleurs les citadins bénéficient pour la plupart d'un système de retraites comparable à celui des pays industrialisés. Rien de tel n'existe à la campagne, à l'exception de quelques rares communes populaires particulièrement riches qui ont institué une retraite pour les vieux paysans (11). Dans leur immense majorité ces derniers dépendent économiquement de leur descendance.

Mais le handicap scolaire et culturel des ruraux n'est pas moins important que celui qui résulte des différences de revenus : ainsi l'accès des enfants de paysans aux cycles longs de l'enseignement secondaire est-il encore très difficile (à l'exception des banlieues des grandes villes), l'accès

à l'enseignement supérieur normal étant quasiment impossible (12). A un moment où les critères de niveau scolaire occupent une place déterminante dans les mécanismes de promotion sociale, le handicap traditionnel des ruraux va probablement être renforcé.

Pris dans sa totalité le monde rural chinois forme ainsi une entité dont les conditions d'existence sont sensiblement inférieures à celles des citadins. Cependant les chiffres moyens indiqués ci-dessus n'ont qu'une signification limitée tant les disparités traversant la campagne sont considérables. Pour approfondir la connaissance des relations villes-campagnes et dépasser une approche en termes de dualisme, il est nécessaire de décrire et surtout d'expliquer ces disparités.

Dans l'analyse qui suit on s'en tiendra aux inégalités économiques et parmi celles-ci aux inégalités entre unités collectives (13).

Il est banal d'affirmer que les différences économiques entre unités collectives sont considérables ; encore faut-il tenter de repérer l'origine de ces différences.

1. Le poids de la géographie d'abord : la Chine est grosso modo divisée du Nord au Sud et d'Ouest en Est en zones de fertilité croissante, cette fertilité étant pour l'essentiel liée à un régime de pluies et à des conditions de température plus favorables. Ainsi la Chine du Sud qui ne possède que 40 % des terres cultivables fournit-elle 60 % de la production céréalière du pays.

L'existence de cette inégalité fondamentale a été sanctionnée par le Programme National de Développement de l'Agriculture datant de 1956 mais ratifié en 1960, qui fixait des objectifs de rendement différenciés pour les cultures

9. XIAO ZHUOJI. The law of price movement in China. *Social Sciences in China*, n° 4, 1980.

10. Cf Yang JIANBAI et LI XUEZENG, op. cit. L'apparente précision du chiffre et des actifs ruraux ne doit pas faire illusion car la notion est assez floue : de nombreux paysans ne constituent qu'une force de travail temporaire ou à temps partiel.

11. Cette retraite est d'environ 20 yuans par mois. En 1979 1 yuan = 2,80 ff environ

12. La presse chinoise a évalué récemment les différences dans le coût d'entretien d'un enfant depuis sa naissance jusqu'à l'âge de 16 ans en milieu rural et urbain (y compris les dépenses scolaires) : 1 600 yuans à la campagne, 4 800 yuans dans les villes petites et moyennes, 6 900 dans les grandes villes. Cet écart de 1 à 4 correspond pour l'essentiel à d'importantes différences dans les prestations collectives fournies aux enfants de la

ville et à ceux de la campagne. Summary World Broadcasts. Supplément économique. FE-W 1035 du 20.6.79.

13. Il faudrait évidemment, dans une analyse complète des disparités à l'intérieur du secteur rural, prendre en compte les inégalités individuelles dans les équipes de production. Il serait intéressant de faire apparaître, au-delà des différences «naturelles» liées à des capacités individuelles de travail différentes, celles de nature politique et sociologique : structure d'âge à l'intérieur des familles, conceptions différentes sur la «valeur» du travail féminin, traitement réservé aux membres des anciennes classes dominantes... Les données disponibles sur ces questions sont malheureusement très fragmentaires et n'autorisent actuellement que des études monographiques.

céréalières selon les régions : 30, 37.5 ou 60 quintaux à l'hectare (voir carte plus loin).

La région des 30 quintaux/ha reçoit de 400 à 600 mm de pluie. La période de culture y couvre 120 à 200 jours par an avec une récolte annuelle ou 2 récoltes tous les deux ans. On y cultive essentiellement le blé, le maïs, le millet, le soja, le coton et la betterave à sucre.

Dans la zone des 37.5 quintaux, les précipitations atteignent 600 mm. La période cultivable est au moins égale à 220 jours par an avec trois récoltes tous les 2 ans ou 2 récoltes par an.

Enfin la région où la norme est à 60 quintaux se caractérise par une pluviométrie beaucoup plus forte (1 000 à 2 000 mm), plus de 250 journées cultivables avec 2 ou 3 récoltes par an ; c'est par excellence la région du riz,

Les objectifs du Programme étaient à l'origine fixés pour une période de 12 ans : 1958-67. Ils sont loin d'être accomplis partout aujourd'hui. Ainsi au début de 1977 seulement 9 provinces ou unités de niveau provincial (sur 28) avaient annoncé avoir réalisé les objectifs du PNDA : Beying - Tianjin - Shanghai - Shandong - Jiangsu - Hunan - Liaoning - Anhui - Guangdong (14).

La diversité des conditions climatiques n'explique cependant pas tout. Il faut tenir compte également de la qualité des sols. Or une partie importante des sols chinois est de mauvaise qualité : terres salines, alcalines, acides, sablonneuses, marécageuses, soumises à l'érosion. De ce point de vue les sols de la Chine du Nord (en particulier ceux de la région du loess) sont souvent plus fertiles que certains sols latériques du sud. Malheureusement le climat rigoureux et trop sec ne permet pas d'en tirer le meilleur parti. En particulier l'irrigation y est plus difficile et plus coûteuse qu'ailleurs (15).

2. Les inégalités entre régions dues aux conditions naturelles sont partiellement compensées par le **facteur démographique** : les zones les plus riches sont également généralement les plus peuplées (voir carte). Dans certains cas des provinces «riches» à forte densité démographique ont vu leur population augmenter plus rapidement que l'ensemble de la population du pays. C'est le cas du Fujian, du Jiangxi, du Guizhou ou de la région autonome du Guangxi, provinces méridionales (16). Il reste que les accroissements de population les plus élevés au cours des 25 dernières années concernent des provinces septentrionales sous-peuplées où sont pratiquées des cultures de type semi-extensif (Heilongjiang ou Jilin dans le Nord-Est) dans des conditions climatiques difficiles.

D'une façon générale, la prise en considération du facteur démographique réduit sensiblement les écarts régionaux résultant des différences de conditions naturelles et d'aménagement. Faute de disposer d'un indicateur entièrement fiable et couvrant l'ensemble des provinces chinoises, on se contentera de présenter les données non exhaustives publiées dans la presse chinoise et relatives au revenu agricole (provenant de l'économie collective) distribué par habitant (en yuans). Dans les 16 unités provinciales pour lesquelles les chiffres ont été publiés les résultats étaient les suivants (17) : (tableau 2).

On remarquera que la plupart de ces données sont relatives à des provinces dont le revenu est supérieur à la moyenne nationale. Les résultats des autres provinces sont par conséquent inférieurs, nettement inférieurs même si l'on tient compte du poids démographique considérable des 16 unités recensées dans le tableau. D'une manière

Tableau 2. - Revenu agricole (économie collective) distribué par habitants, en yuans.

Provinces	1977	1978	1979
Beijing		126	151
Shanghai			227
Anhui	60		70.2
Fujian			67.9
Guangdong	79.2		
Heilongjiang	110	110	
Henan		55	63.4
Hubei		85	100
Hunan		85	91.3
Jilin		107	
Liaoning		91	104
Shandong		69.8	81.5
Sichuan	63.2	72.5	80.1
Zhejiang		102.5	
Ningxia		80.2	
Xinjiang		67	
Chine entière	65	74	83.4

générale les régions du Sud et de l'Est ne semblent pas particulièrement favorisées alors que les revenus provinciaux les plus élevés, à l'exception de Shanghai et Beijing, sont ceux des provinces septentrionales du Heilongjiang et du Jilin où la pression démographique est très inférieure à la moyenne.

3. Si l'existence d'un dualisme Nord-Sud d'après le montant par tête du revenu agricole ne semble pas vérifiée, il existe en revanche des pôles de richesse et de pauvreté qui ne sont pas sans rapport avec la situation géographique. Mais il faut également prendre en considération des **facteurs d'ordre technique et économique** : importance des travaux d'aménagement, développement des industries rurales, proximité ou éloignement des grands marchés de consommation. La carte ci-jointe reproduit certaines des disparités provenant de ces différents facteurs : pourcentage des terres irriguées, existence de zones «à rendements stables et élevés». En combinant les facteurs de différenciation, on peut distinguer plusieurs types de régions agricoles situées aussi dans l'échelle des revenus.

Des zones privilégiées :

- Il s'agit d'abord incontestablement des zones maraichères des banlieues des grandes villes. Des revenus moyens de 300 à 400 yuans par habitant ne sont pas rares dans les communes populaires de Beijing, de Shanghai ou de quelques autres grandes villes. Sur les 1622 brigades de production ayant un revenu moyen par tête supérieur à 300 yuans (la Chine compte au total environ 680 000 brigades), plus de la moitié est située à la périphérie des grandes villes (18). A la spécialisation dans des productions beaucoup plus rémunératrices que la culture céréalière (maraichage-arboriculture-élevage intensif) vient s'ajouter souvent la présence d'une industrie rurale importante qui trouve à proximité immédiate un marché pour certains de ces produits. Pour la même raison les activités familiales des paysans bénéficient dans ces zones d'un atout certain, dans la mesure où l'économie collective ne suffit pas à satisfaire les besoins des citadins en viande, œufs, légumes et fruits.

- Les régions de culture relativement extensive dans les régions à faible densité démographique sont également privilégiées. C'est le cas des 3 provinces du Nord-Est qui figurent en tête du palmarès du revenu. Ces régions pourraient voir leur avantage relatif augmenter encore à l'avenir avec l'introduction de variétés culturales mieux adaptées aux conditions climatiques difficiles mais aussi avec le développement des activités industrielles rurales.

14. Cf. L'actualité en Chine populaire, avril-mai 1977. Série XIII, n° 4 et 5.

15. Voir plus loin la carte indiquant par provinces le pourcentage de terres irriguées sur le total des terres cultivées. Les régions méridionales sont évidemment les mieux placées sur ce plan.

16. Cf. A. J. JOWETT. «China - the provincial distribution of population». China Quarterly n° 81. Mars 1980.

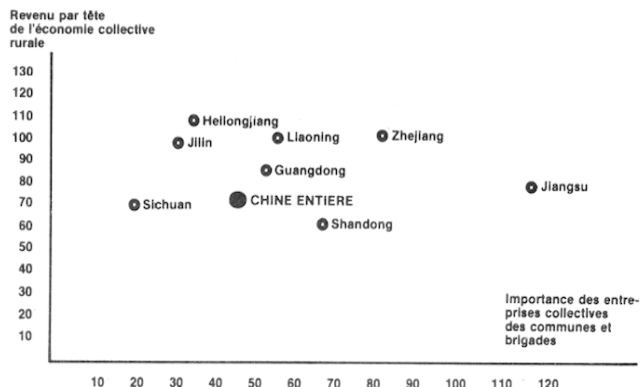
17. Revenu distribué par habitant provenant de l'économie collective des communes populaires. Résultats diffusés par les radios provinciales et publiés dans : Summary World Broadcasts, supplément économique hebdomadaire du 1.1.79 au 25.2.81. Pour l'Anhui, le Guangdong et le Sichuan les chiffres de 1977 ont été recueillis sur place par l'auteur en 1978.

18. SWB. Supplément économique FE/W 1089 du 2.7.80.

Les petites entreprises des communes et des brigades occupent depuis quelques années une place importante dans l'économie rurale chinoise. Bien qu'il s'agisse le plus souvent de petits ateliers spécialisés dans des opérations simples (traitement des céréales - fabrication de chaux - menuiserie - réparation du matériel agricole...), leur contribution au revenu rural global est importante : 30 % en 1978 pour un revenu brut d'environ 50 milliards de yuans. Surtout ces petites entreprises (1.5 millions sur l'ensemble du pays) dégagent des bénéfices importants (près de 9 milliards en 1978) (19) qui alimentent les fonds collectifs des communes, mais surtout permettent de financer bien plus que l'activité agricole elle-même : la modernisation de l'agriculture.

Actuellement les régions de culture semi-extensive ont assez peu développé les activités industrielles des communes populaires. C'est ce qu'indique le graphique ci-contre qui établit pour certaines provinces la relation existant entre le montant du revenu par tête de l'économie collective rurale et l'importance accordée aux activités

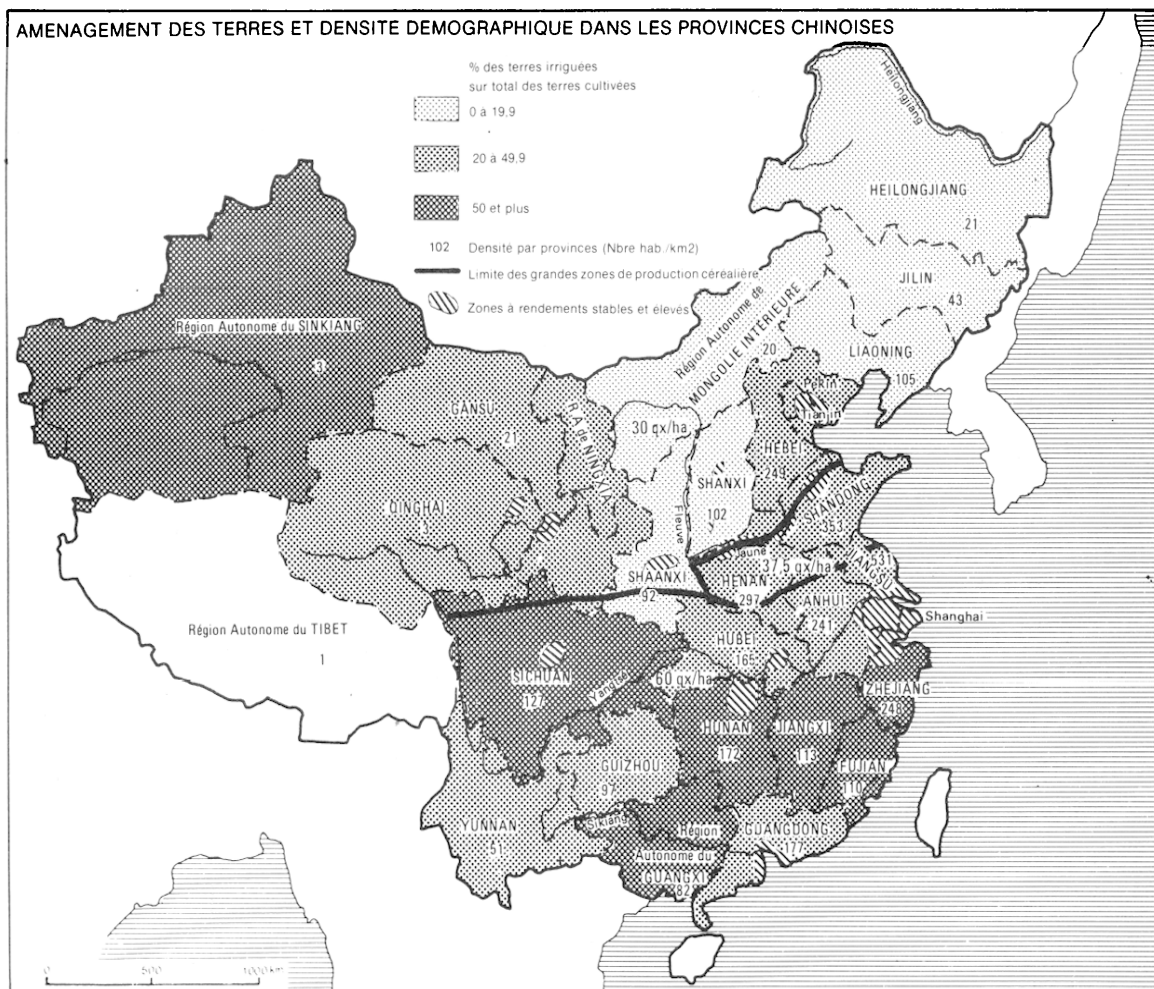
Relation entre le revenu par tête de l'économie collective rurale et l'importance des entreprises des brigades et communes (20)



19 Chiffres empruntés à SWB FE/W 1082. 14.5.BU

20. L'importance des entreprises des communes et brigades a été évaluée de la façon suivante : revenu brut des entreprises des communes et brigades sur nombre d'habitants

total de la province. Source : pour le revenu des entreprises rurales, cf. SWB Supplément économique. Pour la population des provinces, A. John JOWETT, Chine : The provincial distribution of population. China Quarterly, n° 81, mars 1980.



Sources de la carte :

- Pourcentage des terres irriguées sur total des terres cultivées (chiffres de 1957) : « Provincial agricultural Statistics for communist China ». Committee on the economy of China. Social Science Research Council, Ithaca, New York, 1969.
- Densité par provinces (en 1957) : p. GENTELLE, « Géographie de la Chine », PUF, 1980.
- Zones à rendements stables et élevés : B. STAVIS, « The politics of agricultural mechanization in China », Cornell University Press, 1978.

industrielles des communes et brigades. Des provinces septentrionales comme le Heilongjiang ou le Jilin ont un revenu rural par tête élevé du fait de la faible pression démographique. La part de l'industrie communale y est cependant faible. C'est dire que de grandes réserves de production et de revenu existent dans ces régions.

- **Les zones à « rendements stables et élevés »** sont les régions où les travaux d'irrigation et d'amendement des sols ont été largement développés et qui bénéficient d'apports réguliers d'engrais chimiques et de pesticides de manière à garantir une bonne récolte quelles que soient les conditions climatiques. On voit sur la carte que ces zones privilégiées sont réparties dans différentes régions du pays avec cependant une prédominance dans les bassins des grands fleuves et autour des principales villes. En 1978 sur environ 105 millions d'hectares cultivés dans l'ensemble du territoire chinois, 48 millions étaient irrigués dont 24 millions de manière réellement efficace avec des rendements stables et élevés. (21).

Il est à noter que la répartition géographique des zones à rendements stables et élevés correspond approximativement à l'implantation des « districts de type Dazhai », d'après la dénomination utilisée de 1971 à 1977.

Il y a là un paradoxe qui illustre toute l'ambiguïté de la campagne officielle des années 70 intitulée « prendre exemple sur Dazhai ». Dazhai est une brigade de quelques centaines d'habitants implantée dans les collines dénudées et ravonnées du Shanxi. A force de courage, de travail, de persévérance, mais également d'une aide importante de l'Etat qui avait été systématiquement passée sous silence avant 1978 (22), les habitants de ce village ingrat représentatif des dures conditions de la Chine profonde bénéficiaient d'un revenu élevé comparable à celui des régions rurales privilégiées. L'objectif annoncé de la campagne de popularisation de Dazhai était de montrer que même avec des conditions naturelles difficiles il est possible de s'en sortir « en comptant essentiellement sur ses propres forces », à condition de suivre la « voie socialiste » (degré avancé de collectivisation, primauté de l'éducation idéologique). Malheureusement le précieux label de Dazhai, loin d'être accordé aux unités rurales méritantes des zones déshéritées, a été attribué essentiellement aux districts et communes des régions disposant de bonnes conditions naturelles, obtenant des résultats satisfaisants et recevant de ce fait d'importants avantages pour poursuivre leur modernisation (23).

D'autre part les zones à rendements élevés sont généralement soumises à une forte progression démographique qui annule en partie leur supériorité économique. C'est le cas (cf. graphique) de la province du Jiangsu : le revenu agricole par tête y est assez faible à cause de la très forte densité de population. Cependant l'importance des activités industrielles des communes de cette province permet de compenser partiellement ce handicap et d'obtenir un revenu global par tête (agriculture plus industrie) relativement satisfaisant.

Il est probable que le net ralentissement en cours de la croissance démographique donnera à l'avenir une meilleure répartition individuelle de la richesse agricole de ces régions ; et ce d'autant plus que sont réunies là les conditions les plus favorables à un ralentissement rapide de cette croissance. Seule en effet une sécurité économique

minimale pour aujourd'hui et pour demain peut permettre aux paysans de ne pas voir dans une nombreuse descendance le seul moyen d'assurer leur subsistance pour les vieux jours.

- Des zones particulièrement handicapées

Celles-ci se rencontrent particulièrement dans les régions où la dureté des conditions naturelles s'accompagne d'une forte poussée démographique. Certaines provinces du Nord-Ouest comme le Shanxi, le Shaanxi, et en partie le Gansu, sont touchées par le phénomène.

Dans plusieurs cas la situation s'est même sérieusement détériorée depuis 25 ans. Les responsables chinois accusent aujourd'hui la politique de développement prioritaire des céréales menée depuis 1958. La presse a cité l'exemple de 123 districts du cours supérieur du Fleuve Jaune (situés dans les provinces du Shaanxi, du Gansu, du Ningxia, du Qinghai, du Shanxi et de la Mongolie intérieure, soit 24 millions d'habitants et 6.6 millions d'hectares cultivés au total) où, pour satisfaire les achats de céréales par l'Etat, d'anciennes terres pastorales ont été converties en terres cultivées, ce qui a entraîné la dégradation des sols et l'obtention de rendements dérisoires ne dépassant pas souvent 3 à 4 quintaux à l'hectare. Dans le district de Guyuan (région autonome du Ningxia) la production céréalière a stagné malgré l'accroissement de surfaces ensemencées (50 300 tonnes en 1949, 50 400 tonnes en 1977), tandis que la population a augmenté de 2.3 fois dans l'intervalle. Le revenu distribué n'atteignait en conséquence que 29 yuans par tête en 1977 (24).

Parmi les zones aux conditions écologiques défavorables, les plus handicapées sont incontestablement les zones situées à l'écart des voies de communication et des agglomérations d'une certaine importance : la faiblesse d'un revenu agricole collectif ne peut alors être compensée -même partiellement- par un développement des activités subsidiaires collectives ou individuelles, si ce n'est sous forme d'autoconsommation.

4. Les facteurs géographiques et technico-économiques permettent d'expliquer les macro-différences existant entre les différentes régions rurales du pays. Bien que les disparités soient réparties de manière sensiblement plus complexe qu'une analyse strictement dualiste ne le laisserait supposer (par exemple les riches régions du Sud opposées au Nord déshérité, ou le périmètre irrigué contre les surfaces non irriguées), la prise en compte de ces éléments permet d'obtenir une représentation spatiale au moins approximative des inégalités.

Mais il faut tenir compte également des **micro-différences** qui s'expliquent, outre les facteurs considérés, par des **considérations socio-politiques**. Placées dans des conditions écologiques et techniques comparables, des communes populaires ou, à l'intérieur d'une commune, des brigades et des équipes différentes, peuvent obtenir des résultats fort dissemblables. Pour prendre un exemple, dans le district de Guanghan situé au Nord-Est de la riche plaine de Chengdu dans la province du Sichuan, l'écart pour le revenu distribué par tête allait de 41 yuans dans l'équipe de production la plus pauvre à 200 yuans dans

21 S W B FE W 1082 14.5.80

22 Cf. T. PAIRAULT, Dazhai 1945-75 : un village modèle vu de l'intérieur. *Mondes Asiatiques*, n° 11, 1977.

23 Cf. la carte des districts de type Dazhai établie par M. ENGELBORGHES-BERTELS in La commune populaire chinoise. Crédit communal de Belgique, 1978.

24 China News Analysis, n° 1148 du 16.2.79

l'équipe la plus riche (en 1977), avec des conditions naturelles assez comparables. Parmi les facteurs socio-politiques de différenciation, deux jouent un rôle essentiel : la capacité de direction des cadres locaux et peut-être plus encore la cohésion des groupes de base : on touche là au problème du clan et de sa survivance dans une cohabitation difficile avec un système moderne d'encadrement. Le clan qui regroupait tous les descendants mâles d'un ancêtre commun, jouait dans l'ancienne Chine un rôle considérable dans l'organisation économique et sociale rurale en tant que structure collective hiérarchisée. Ce rôle n'a pas disparu aujourd'hui. En règle générale, les unités qui obtiennent les meilleurs résultats répondent aux conditions suivantes :

- solidité du clan dans l'ancienne société ; dans ce cas l'entraide et la coopération y ont été plus faciles qu'ailleurs, les chefs plus facilement reconnus, la discipline mieux acceptée... (25),
- l'existence d'un clan unique est un facteur de stabilité et de cohésion ; lorsqu'il existe au contraire plusieurs clans,

les rivalités sont inévitables et une lutte pour le pouvoir peut s'instaurer entre eux (26) ;

- entente satisfaisante entre les responsables du clan et les cadres, généralement beaucoup moins âgés et qui incarnent, au niveau de la brigade et de la commune, l'autorité supérieure.

Après ce tour d'horizon des disparités à l'intérieur du monde rural chinois, une conclusion s'impose : pour l'essentiel ces disparités trouvent leur origine dans l'organisation séculaire des paysans dans cet espace. Dans ces conditions, il est à craindre que les politiques rurales, sans méconnaître leur importance, ne puissent agir qu'à échéance lointaine : à court ou moyen terme elles risquent de servir plus à camoufler ou au contraire à mettre à nu certaines réalités qu'à les transformer ; reste à plus long terme - et ce n'est guère facile - à concilier les impératifs d'une croissance forte avec ceux d'une réduction des inégalités.

Comment ce problème a-t-il été abordé en Chine à l'époque de Mao Zedong et après sa mort, avec la mise en œuvre d'une nouvelle politique rurale ?

III. - LA GESTION DES DISPARITES

La politique agricole suivie du vivant de Mao Zedong avait pour objectif affiché la résorption des inégalités du monde rural. Cela ne signifie pas que les moyens utilisés pour y parvenir se soient avérés efficaces.

LES MOYENS UTILISES

La priorité à la culture céréalière

«Prendre les céréales pour axe» : sans nul doute ce slogan des années 60 qui correspondait à des préoccupations tant économiques (d'abord manger à sa faim) que techniques (insuffisance des moyens de communication et de stockage pour le transport des céréales sur une très grande échelle) ou stratégiques, a eu dans l'ensemble un effet de nivellement du revenu des unités rurales. C'est particulièrement le cas dans les zones maraîchères où l'obligation de cultiver une partie (souvent la moitié) des terres arables en céréales a limité le revenu à un niveau sensiblement inférieur à celui qu'aurait permis une activité fondée sur les productions les plus rémunératrices. Dans certains cas le revenu distribué aux paysans a même été fixé en dessous d'un certain plafond (27), le complément de revenu étant obligatoirement versé au fonds de réserve ou au fonds d'accumulation de l'équipe, de la brigade ou de la commune.

Malheureusement la priorité absolue au développement céréalière n'a pas eu que des aspects positifs. Sans même parler des catastrophes écologiques que cela a pu entraîner dans certaines régions comme la zone du loess, l'abandon de certaines cultures industrielles a souvent limité les revenus paysans, gêné la croissance industrielle, sans pour autant favoriser nécessairement la production céréalière elle-même (28).

L'aide aux unités pauvres

Si le principe de «compter sur ses propres forces» était largement à l'honneur dans les années 60 et 70, l'aide de l'Etat aux unités pauvres n'a pas été négligeable. Des aides spécifiques en argent et surtout en moyens techniques de production ont été accordées dans les différentes provinces : fourniture de graines et de plants, d'animaux ou d'engrais. Surtout la garantie de subsistances par l'Etat,

institutionnalisée récemment, était déjà effective vers 1970 : désormais les paysans devaient en principe recevoir, quelle que soit la récolte, un minimum vital égal à environ 1 livre par personne et par jour. Il n'est pas certain toutefois que l'ensemble des équipes pauvres ait bénéficié en pratique de cette disposition : les surplus céréaliers livrés à l'Etat (environ 50 millions de tonnes sur un total de 300 millions) ne permettent guère que l'alimentation des villes. Dans les régions où des réserves ont été constituées, une aide temporaire (et en principe remboursable) aux unités déficitaires est parfaitement envisageable. On imagine mal en revanche que puisse être appliqué sur une large échelle le soutien de l'Etat à des équipes déficitaires de façon permanente.

- La mise en avant des modèles d'avant-garde du type de Dazhai

poursuivait également des objectifs égalitaires. C'était là en quelque sorte l'archétype du «modèle ingrat», l'exemple que des possibilités de développement rapide existent, même avec des conditions naturelles des plus difficiles (29). Dans la pratique cependant la voie de Dazhai n'a guère été suivie par les communes populaires défavorisées, puisque l'appellation «de type Dazhai» a été accordée essentiellement aux districts disposant de conditions naturelles favorables,

- **Le soutien au regroupement des unités collectives** par le changement d'échelon de propriété (de l'équipe à la brigade, de la brigade à la commune) allait également dans le sens de la réduction des inégalités. Certes les transformations d'échelon de la propriété collective rurale n'ont pas été spectaculaires durant les 15 années qui se sont écoulées après les rectifications de la période du Grand Bond ; l'équipe de production est restée unité de base dans la très grande majorité des cas, mais la propagande insistait sur la nécessité et l'intérêt d'un regroupement dès que les conditions minimales pouvaient être satisfaites. Et la définition de ces conditions minimales semble avoir été beaucoup moins restrictive qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Quels ont été les résultats de cette politique rurale ?

Elle a certainement permis une croissance non négligeable de l'agriculture (quoique très inférieure à la croissance

25. Voir à ce sujet W. L. PARISH et M. K. WHYTE : Village and family in contemporary

26. Voir les exemples donnés par H. MARCHISIO sur une commune populaire du Shandong dans un livre à paraître sur l'économie rurale chinoise

27. 150 yuans dans certaines communes de la région de Beijing. Cette mesure a été rapportée en 1979

28. Voir T. PAIRAULT : Les politiques économiques chinoises - Notes et études documentaires n° 4581 - 4582 du 31 7 89

29. Ce qui n'empêche pas Dazhai - rappelons le - d'avoir reçu certainement plus d'aide extérieure que la moyenne des unités pauvres

industrielle (30) et orientée trop exclusivement vers la production céréalière). Sur le plan de la réduction des disparités le bilan est beaucoup moins positif : si l'objectif égalitariste de la ligne maoïste était indéniable, les moyens utilisés pour aider les unités pauvres à rattraper leur retard relevaient plus du discours incantatoire que des mesures concrètes et efficaces. Un correctif doit néanmoins être apporté : la ligne «de gauche» à la campagne, à défaut de permettre une amélioration sensible de la situation des communes pauvres, a opéré un certain nivellement par le bas : les unités dotées des conditions les plus favorables ont été empêchées d'aller au maximum de leurs possibilités. Cette limitation ainsi que celle effectuée à l'encontre des activités familiales ont provoqués, à défaut d'une opposition ouverte, un grand désenchantement dans les unités concernées. On parle d'ailleurs beaucoup aujourd'hui de la nécessité de «restaurer l'enthousiasme des paysans».

La nouvelle politique amorcée en 1978, prend le contre-pied de certaines de ces orientations, et renoue -sur une plus grande échelle et avec un consensus au moins apparent entre les dirigeants centraux- avec les rectifications déjà effectuées en 1961-63 et 1971-73.

La diversification des productions. Elle est aujourd'hui à l'ordre du jour. On insiste sur la nécessité de produire des cultures adaptées aux terroirs. Il faut compter cependant avec le poids des habitudes ancestrales, avec la routine des cadres, mais également avec la nécessité de conserver une puissante agriculture céréalière dont, rappelons-le, 80 % environ de la production est autoconsommée. C'est pourquoi il y a loin encore des déclarations d'intentions à la mise en place d'une agriculture diversifiée. Les résultats de 1979 sont d'ailleurs assez décevants sur ce point : si le revenu global de l'agriculture a augmenté de 11.4 % par rapport à 1978, l'augmentation des recettes de la sylviculture, de l'élevage, de la pisciculture et des autres activités secondaires n'a été que de 6.9 % (31). En terme de production la croissance annuelle a atteint 9 % pour les céréales, mais 6.1 % pour l'élevage des porcs, 1.8 % pour le coton, 1.9 % pour la canne à sucre ; seules les cultures oléagineuses ont connu une augmentation spectaculaire (23.3%) (32).

La liberté des équipes et l'aide aux unités pauvres

La politique «libérale» menée par les dirigeants comporte plusieurs volets :

- Liberté donnée aux équipes de choisir leurs plans de culture, avec comme seule obligation le respect des quotas fixés par l'Etat pour la livraison des produits alimentaires de base. Dans la mesure où les quotas ont été plafonnés au niveau fixé pour les années 1971-75 avec des exonérations accordées aux régions déficitaires ou nouvellement défrichées, l'encouragement est incontestable.

- La production «subsidaire» familiale est non seulement autorisée mais elle est vivement encouragée, non seulement comme complément de la consommation alimentaire paysanne mais pour faciliter l'approvisionnement des villes. C'est dire que les paysans des unités ayant le revenu collectif le plus élevé, sont également souvent ceux dont le revenu individuel sera le plus important, grâce principalement à la vente des porcs, de volailles ou de légumes sur un marché urbain voisin.

Le passage de l'unité de compte à l'échelon de la brigade ou de la commune est à l'exception de quelques cas parti-

culiers, reporté à une date indéterminée. Au contraire les prérogatives des équipes sont renforcées (liberté des plans de culture, mais aussi possibilité de créer individuellement ou conjointement avec d'autres équipes des ateliers artisanaux ou industriels) ; des pouvoirs accrus sont donnés aux groupes de travail à l'intérieur des équipes pour l'organisation des tâches agricoles mais parfois également pour la répartition du revenu.

Quant à l'aide aux unités pauvres, elle n'est pas abandonnée mais son orientation a été sensiblement modifiée. Si l'aide aux zones rurales les plus démunies est maintenue (garantie par l'Etat du minimum de subsistances, exonérations fiscales, diminution ou suppression des quotas de livraison), l'accent est mis sur le développement prioritaire des zones susceptibles de permettre les progrès les plus rapides, c'est-à-dire en général les zones déjà relativement avancées. C'est à peu de choses près la reprise de la politique des districts-clés chère à Lui Shaoqi, l'exemple de la riche brigade de Taoyuan contre celle de Dazhai.

A ce sujet on critique aujourd'hui l'ancienne politique de saupoudrage des aides de l'Etat, surtout l'aide sous forme de matériel agricole : «nous avons dépensé 12 milliards de yuans de 1959 à 1978 pour aider particulièrement les unités pauvres, mais cette intervention n'a pas servi à grand chose car les équipes réellement pauvres n'avaient pas les moyens d'entretenir et d'utiliser le matériel ainsi acquis» (33).

Conclusion : «les fonds seront attribués en priorité aux zones-clés, là il est possible de développer la production marchande. Mais on doit également aider les régions pauvres (vieilles bases révolutionnaires, zones montagneuses, isolées, régions de minorités nationales, zones frontalières et certaines régions ayant une production constamment insuffisante)» (34).

De quelle sorte d'aide s'agira-t-il ? Un article du *Quotidien du Sichuan* d'août 1980 résume assez bien la philosophie d'ensemble de la nouvelle politique : «...Nous devons modifier la situation des équipes pauvres à bas rendements. Aujourd'hui environ 15 % des équipes de la province ont une production très basse. Elles souffrent fréquemment de calamités naturelles, leur direction n'est pas satisfaisante et l'enthousiasme des masses n'a pas été pleinement sollicité. Parmi les mesures à prendre, nous devons continuer d'assouplir la politique rurale, introduire sans hésitations divers systèmes de responsabilité de production bien adaptés aux conditions locales et renforcer l'enthousiasme des masses. Il faut réajuster les quotas de livraison imposés aux paysans, réduire convenablement cette ligne de conduite pendant toute la période de reconstruction» (35).

L'article évoque la nécessité de «systèmes de responsabilité de production bien adaptés aux conditions locales». Il s'agit en fait d'encouragement à l'initiative privée. La presse chinoise a donné au cours de l'été 1980 plusieurs exemples de tels systèmes, appliqués dans un premier temps dans des provinces comptant une proportion élevée d'unités pauvres (36). Deux exemples parmi d'autres :

- Dans la province de Guizhou, des lots de 2000 à 3000 m² de collines ou de montagnes arides sont mis à la disposition complète de familles pour qu'elles y plantent des arbres donnant du bois (de chauffage ou de construction) ou de l'huile (palmiers) (37).

30 Les taux de croissance annuels des 3 principaux secteurs productifs ont été les suivants pour la période 1950-78 : agriculture 4.3 %, industrie légère 11 %, industrie lourde 16.9 %. Voir *Social Sciences in China*, n. 2, op. cit. p. 183

31 *Cahiers de la Chine Nouvelle*, n. 3388 du 23-6-80

32 Source : communiqué sur l'exécution du plan économique d'Etat en 1979, le 30 avril 1980 par le bureau d'Etat des statistiques. *Beijing information*, n. 19, 12 mai 1980

33 Article de *Recherche économique*, n. 2, 20 février 1980 sur le financement de l'agriculture. Cite dans SWB, *Supplément économique FE/W 1082* du 14.5.80

34 Idem

35 *Quotidien du Sichuan* du 3/8/80, cité dans SWB, *Supplément économique FE/W 1101* du 24/9/80

36 D. BONAVIA dans un article du *Financial Times* du 8/8/80 cite les 11 provinces ou régions autonomes suivantes parmi celles ayant mis en place sur une échelle importante des systèmes de responsabilité : Xinjiang - Ningxia - Qinghai - Inner Mongolia - Shaanxi - Henan - Hubei - Hunan - Guizhou - Yuannan - Guangdong

37 X W B FE/W 1090 du 9/7/80

● Dans le Yunnan où 80 % des équipes ont établi divers «systèmes de responsabilité», on a distribué des terres en friche aux familles : la commune retient la production de base : le surplus revient entièrement aux familles (38).

En somme, cette politique revient à proposer aux unités de production ou aux régions les plus défavorisées (outre le maintien d'une assistance minimale qu'on pourrait qualifier «d'assurance-survie») de compenser leurs handicaps vis-à-vis des autres régions par un plus grand libéralisme économique. Cette politique libérale permettra-t-elle aux équipes pauvres de surmonter leur handicap ?

A part quelques cas particuliers, lorsque les mauvais résultats s'expliquent entièrement par une direction incompétente et bureaucratique, on peut en douter : on voit mal comment sur des terres généralement ingrates, une mise en culture individuelle dépourvue d'aide extérieure pourrait obtenir des résultats très supérieurs à ce que deux décennies de travail collectif avec dans certains cas une aide de l'Etat n'ont pas permis. Il est au contraire à craindre que la campagne actuelle de défrichage individuel n'aboutisse à de fâcheux résultats écologiques, les avantages à court terme des bénéficiaires (coupe de bois, épuisement rapide des sols) l'emportant sur une prise en considération -qui ne pourrait avoir lieu que dans un cadre collectif- des nécessités de protection du milieu naturel.

Il faut noter que la politique développée au cours des derniers mois vise à étendre les «systèmes de responsabilité de production» à une majeure partie des communes populaires et non aux seules unités pauvres. C'est en fait le retour à une forme d'agriculture individuelle, avec la fixation de quotas de production au niveau des groupes de travail ou même des familles et non plus comme dans le système en vigueur de 1964 à 1980, au niveau de l'équipe (39).

CONCLUSION

Avec la politique de modernisation engagée par les nouveaux dirigeants et sans qu'on doive s'attendre à des bouleversements très rapides, le monde rural chinois va être entraîné par des mouvements complexes : pris dans son ensemble il paraît devoir bénéficier de faveurs accrues de la part de l'Etat. Une croissance forte de l'agriculture constitue d'ailleurs une condition impérative d'une croissance de l'industrie dont elle constitue le principal marché et le principal fournisseur de matières premières. Mais les disparités qui traversent ce monde rural vont certainement se trouver renforcées : seules les zones à fort potentiel pourront apporter une contribution importante dans les trois domaines attendus : le développement des cultures industrielles, l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires, le développement d'exportations agro-alimentaires pour financer en partie les importations de biens d'équipement. Les acteurs - et en même temps les bénéficiaires - de cette triple mission seront les zones maraîchères autour des grandes villes, les régions d'agriculture extensive moderne et enfin les zones à rendement élevé où la pression démographique pourra être rapidement jugulée. On retrouve là le schéma des inégalités traditionnelles. C'est dire qu'elles ont toutes chances de s'élargir dans la période qui s'ouvre aujourd'hui. A terme ce pourrait être la source de contradictions et de conflits in-

tenses, si une croissance globale satisfaisante de l'agriculture laissait en arrière trop de laissés pour compte. Certes, compte tenu de la relative complexité de la carte des inégalités, certaines unités pauvres aujourd'hui pourront être entraînées dans le progrès. Mais ces effets d'entraînement resteront probablement très localisés. Dans les prochaines années le monde rural chinois va perdre un peu plus de sa toute relative homogénéité. Il faudra en parler au pluriel, les différents mondes ruraux entretenant des relations diverses avec un monde urbain qui, pour certains, constituera un univers mythique de plus en plus inaccessible alors que pour d'autres il sera un partenaire constant placé sur des relations d'échange quasi égal.

Il faut bien voir en effet les contraintes qu'impliqueraient une politique active de réduction des inégalités rurales. D'ailleurs les instruments d'une telle politique n'existent pas au niveau de l'Etat : le niveau très faible de la fiscalité agricole ne permet pas à celle-ci de jouer un rôle de redistribution du revenu. D'autre part l'existence d'un système uniforme de prix agricoles (40), s'il fournit aux unités riches une véritable rente de situation, ne permet pas aux unités pauvres de valoriser convenablement leur production. Mais l'absence des moyens d'une politique redistributrice ne résulte pas tant d'une carence administrative que de **l'impossibilité de réaliser aujourd'hui un transfert de valeur des zones riches vers les zones pauvres sans compromettre le difficile équilibre intersectoriel de l'économie chinoise**. Une logique politique égalitariste nécessiterait un tel transfert. La logique économique (concentration des inputs modernes dans les zones à forte productivité) l'interdit actuellement (41). C'est seulement au moment où la croissance globale de l'agriculture aura atteint un niveau élevé qu'il sera possible de dégager des moyens suffisants pour aider les régions pauvres à sortir de leur sous-développement, c'est-à-dire pour une large part, de leur isolement.

Mais aussi, la politique de développement des zones privilégiées repose sur un double pari : pari sur la tranquillité des laissés pour compte à qui la seule perspective offerte est approximativement : «Débrouillez-vous tout seuls» ; pari sur la possibilité technique d'une «agriculture des limites» (42) de réaliser les objectifs fixés. Si ce dernier pari était perdu, la Chine pourrait être contrainte de réviser en profondeur les principes même de son développement : au lieu d'édifier une agriculture complète, elle pourrait chercher à renforcer considérablement ses importations céréalières en même temps qu'à spécialiser les régions les plus aptes dans des productions agricoles plus rémunératrices et des activités industrielles permettant d'alimenter un fort courant d'exportations. Dans cette hypothèse la Chine entrerait de plein pied dans une division internationale du travail dont elle aurait bien du mal à fixer les règles du jeu. Une telle orientation ne semble pas souhaitée par les dirigeants actuels, évidemment conscients des obstacles qu'elle dresserait à un projet de développement auto-centré. Les dix à quinze prochaines années, durant lesquelles les contraintes démographiques vont peser fortement, nous diront si ce risque peut être écarté.

38. Notes de voyage de Mireille LUSSON, août 1980

39. D. BONAVIA - China rediscovers the family farm - Far Eastern Economic Review 19/6/81. Cf. également CHEN TING-CHUNG, «New Switch in Peiping's Agricultural Policy», Issues and Studies, vol. XVII, n° 6, juin 1981.

40. Il existe un surprix pour les quantités de céréales vendues au-delà du quota. Ce sont évidemment les unités riches qui peuvent en bénéficier

41. Cf. P. NOLAN and G. WHITE, Socialist development and rural inequalities. The Chinese country side in the 1970's *The Journal of peasant studies*, Volume 7, n° 1, octobre 1979

42. Selon l'expression de Claude AUBERT